



CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE MAYOTTE

1 ROUTE NATIONALE KAWENI

97600 MAMOUDZOU

MARCHE n° 2025/015

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**FOURNITURE DE TITRES DE TRANSPORT AERIEN POUR LES
DEPLACEMENTS PROFESSIONNELS DU PERSONNEL DE LA CSSM**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 -	OBJET DU MARCHE	5
1.2 -	FORME ET DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 2 -	PARTIES	6
ARTICLE 3 -	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
ARTICLE 4 -	AGREMENTS	7
ARTICLE 5 -	SOUS-TRAITANCE	7
ARTICLE 6 -	CONDITIONS D'EXECUTION DES COMMANDES DE TITRES DE TRANSPORT	
AERIEN	7	

ARTICLE 7 - PRIX ET MODES DE REMUNERATION	10
ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT	11
ARTICLE 9 - AVANCE ET ACOMPTE	13
ARTICLE 10 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE	13
ARTICLE 11 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	13
<i>11.1 : Obligation de discrétion</i>	<i>13</i>
<i>11.2 : Sanctions</i>	<i>14</i>
ARTICLE 12 - RENOUVELLEMENT	14
ARTICLE 13 - RESILIATION	14
ARTICLE 14 - EFFET DE NON RENOUVELLEMENT DU MARCHE	14
ARTICLE 15 - PENALITES	15
15.1 : PENALITES DE RETARD SUR L'EMISSION DU BILLET	15
15.2 : PENALITES POUR NON-RESPECT DE LA POLITIQUE VOYAGE	15
15.3 : PENALITES POUR DEPASSEMENT DU DELAI MOYEN D'ATTENTE TELEPHONIQUE MENSUEL.	16
ARTICLE 16 - SECURITE DES INFORMATIONS	16
ARTICLE 17 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE.....	17
ARTICLE 18 - ASSURANCES	17
ARTICLE 19 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	18

ARTICLE 20 - DE CREANCES	18
ARTICLE 21 - DEROGATIONS	18

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du Marché

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un service d'agence de voyages pour les personnes dont les frais de déplacements professionnels sont pris en charge par la CSSM.

Les prestations principales portent sur :

La réservation, l'émission et la livraison de titres de transport aérien, le cas échéant leur annulation ou modification, pour les déplacements nationaux et internationaux et le paiement des transporteurs;

Il convient d'entendre par « personnel », les salariés en CDI ou CDD de la CSSM, les administrateurs de la CSSM et les intervenants externes pour le compte de la CSSM.

1.2 - Forme et durée du marché

Les prestations afférentes au CCTP seront exécutées par bons de commande.

Le marché prendra effet à compter de la date de notification qui correspond à la date de réception, par le titulaire, de la copie certifiée conforme du marché pour une durée de 1 an, renouvelable 1 fois.

A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne pourra plus être émis dans le cadre du marché, mais l'exécution de ceux émis sera poursuivie jusqu'à leur terme.

ARTICLE 2 - PARTIES

Les parties à ce marché sont, d'une part, la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte dénommée CSSM ou pouvoir adjudicateur et, d'autre part, la personne à qui le présent marché est attribué, dénommée le titulaire.

La CSSM est un organisme de droit privé chargé d'une mission de service public de sécurité sociale. Elle a un effectif de 382 agents environ et son siège social est implanté à Mayotte, à l'adresse : Centre Kinga, 1 route nationale, Kawéni, 97 600 Mamoudzou.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- Les commandes effectives émises au fur et à mesure des besoins du pouvoir adjudicateur.

Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ;
- Le Code de la commande publique (CCP) ;

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Seuls les documents originaux conservés par la CSSM font foi.

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par des avenants ou des actes spéciaux.

ARTICLE 4 - AGREMENTS

Le titulaire reconnaît disposer de tous les agréments et habilitations nécessaires pour effectuer les prestations décrites en objet. Il s'engage à signaler toute modification au pouvoir adjudicateur.

Article 5 - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché devra en faire la demande à la CSSM dans les conditions prévues aux articles R2193-3 à R2193-4 du CCP.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, il pourra le faire en cours de marché.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché vis-à-vis de la CSSM.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXECUTION DES COMMANDES DE TITRES DE TRANSPORT AERIEN

6 .1 – Généralités

Le titulaire exécute ses prestations dans les conditions fixées au CCTP.

Il intervient exclusivement à la demande de la CSSM (Directeur général ou ses délégataires). Toute demande exprimée par une personne autre que l'interlocuteur désigné ou autorisé par la CSSM, ne serait pas régularisée et ne ferait l'objet d'aucun règlement.

Le titulaire adopte un mode de gestion des commandes qui garantisse une réponse rapide à la CSSM.

Il doit répondre dans les deux jours ouvrés de la demande de prestation (hors dimanche et jours fériés). Néanmoins, la CSSM est autorisée à exiger exceptionnellement une réponse dans les 24 heures.

Il s'engage à désigner un correspondant permanent et un éventuel remplaçant (nom, prénom, fonction, téléphone fixe, téléphone portable, courriel) qui facilitera les échanges (réservations, modifications, commandes, ...) avec la CSSM.

Il met en place un dispositif pour traiter les situations urgentes.

Les titres de transport sont livrés sans frais.

Si des frais d'acheminement sont nécessaires, ceux-ci ne doivent pas dépasser les tarifs d'acheminement du courrier (envoi de type «économique »).

En tant que de besoin, un envoi sous forme plus rapide (e-mail) ou express est à privilégier.

La CSSM communique au titulaire, dès que possible, le besoin prévisionnel et toute autre demande en modification du trajet concerné, la commande effective par télécopie, simple lettre ou messagerie électronique et, en cas d'urgence, par téléphone. La validation par la CSSM du devis relatif au voyage vaut commande. Le titulaire doit être informé de la confirmation du voyage par le retour du devis signé au moins 48 heures avant l'heure prévue pour le décollage. L'absence de confirmation vaut annulation de la réservation.

La date à prendre en considération est celle de l'accusé de réception délivré par la messagerie ou celle du cachet d'arrivée mentionnée sur la lettre.

La CSSM ne règle que les prestations dûment commandées et effectivement assurées (billet émis). Le billet doit avoir un délai de validité d'un an. Les commandes peuvent être émises jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Leur durée d'exécution est soumise aux mêmes conditions d'exécution des prestations inhérentes à l'objet du présent marché.

Elles ne peuvent, en l'absence de renouvellement, avoir une durée d'exécution supérieure à 5 mois suivant la date d'expiration du marché.

6.2 – Modification ou annulation d'une commande (d'une réservation)

La CSSM se réserve le droit d'annuler ou de modifier une commande 48 heures avant l'heure prévue pour le décollage.

L'annulation ou la modification d'une commande 48 heures avant l'heure prévue pour le décollage n'entraîne pas de frais supplémentaires.

L'annulation ou la modification d'une commande entre 48 heures et l'heure du décollage autorise le titulaire à appliquer les sanctions financières prévues à l'encontre de tout voyageur dans les conditions de vente.

Toute annulation ou modification du billet après 24 heures avant l'heure du départ ne peut être prise en compte qu'avec l'accord du titulaire eu égard à ses conditions commerciales habituelles.

Néanmoins, les frais d'annulation ou de modification ne peuvent être supérieurs aux frais pratiqués aux autres clients.

Dans l'hypothèse où le billet émis n'aurait pu être utilisé pour une raison telle que délivrance tardive du titre de transport, empêchement imprévisible ou involontaire du bénéficiaire (maladie, changement de l'ordre de mission,...), défaillance du titulaire, etc., le remboursement intégral de son prix sera effectué sous la forme d'un avoir, d'un ordre de reversement ou d'une utilisation dans un délai inférieur à un an.

Article 7 - PRIX ET MODES DE REMUNERATION

7.1 Prix des titres de transport

Les prix unitaires sont réputés toutes charges comprises, c'est-à-dire comprenant les charges fiscales, parafiscales et tous les frais inhérents au transport.

Les prix des billets sont établis à partir des tarifs publics des compagnies aériennes.

7.2 Le prix des prestations

Le titulaire applique à ses prestations les tarifs déclinés dans l'acte d'engagement ou (et) dans son BPU.

Le titulaire propose en fonction de la demande de voyage le tarif le moins onéreux et le plus adapté à la nature du déplacement.

Il s'engage à appliquer les tarifs publics les plus avantageux, y compris les tarifs promotionnels, à condition qu'ils soient compatibles avec le bon déroulement du voyage et les dispositions du présent CCAP et du CCTP.

Toute augmentation du prix de la prestation imputable au voyageur (changement de date, d'itinéraire, de classe, excédent de bagages,...) reste, sauf accord préalable et écrit de la CSSM, à la charge du voyageur. Au contraire, toute baisse du prix, même imputable au voyageur, fera l'objet d'un avoir au profit de la CSSM.

7.3 Révision des prix

Les prix des prestations peuvent être révisés à la date anniversaire en tenant compte de l'évolution du salaire minimum garanti.

ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT

8.1 Présentation de la facture

Le titulaire a le choix d'éditer une facture pour chaque voyage (égalité entre le montant de la facture et le montant du devis déduit des différentes remises) ou une seule facture, correspondant aux prestations exécutées dans le mois, accompagnée des devis validés, en un original au moins.

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations et injectées dans la plateforme chorus pro (art R 2192-3 CCP).

La facture est établie, au mois échu (du 30 au 15 du mois suivant), portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Le numéro de SIRET ;

Le nom et l'adresse du créancier ;

Le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;

La référence du marché ;

Le détail de la prestation exécutée (les trajets, les références devis, le numéro ou la référence de la ou des commande(s), le nom de la personne mise en route) ;

Le montant de la prestation exécutée (montant du billet séparé du montant des frais d'agence) ;

Le taux et le montant des taxes ;

La date de facturation.

8.2 Mode de règlement

Le règlement des factures est effectué par virement exclusivement au compte bancaire du titulaire mentionné à l'acte d'engagement par le comptable assignataire.

Les règlements sont imputés sur le budget de la CSSM dans sa partie fonctionnement.

8.3 Adresse de facturation

Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte

Centre Kinga, 1 route nationale, Kawéni

97 600 Mamoudzou

8.4 Délai de paiement

Le paiement des sommes dues par la CSSM est effectué dans le délai de 30 jours qui suivent la réception de la facture par le service gestionnaire conformément à l'article R2192-10 du CCP.

Aucun délai d'ordonnancement et de règlement ne peut être opposé à la CSSM si les conditions et les modalités de facturation ne sont pas remplies, étant précisé que la date de réception faisant foi est celle authentifiée par le cachet du service gestionnaire.

8.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

ARTICLE 9 - AVANCE ET ACOMPTE

9.1 - Avance

Il ne sera pas versé d'avance au titulaire du marché.

9.2 - Acompte

Il ne sera pas versé d'acompte au titulaire du marché.

Article 10 - DEFAILLANCE DU TITULAIRE

Il appartient au titulaire de mettre en place une procédure de relais permettant, en cas de défaillance exceptionnelle ou de situations urgentes, d'assurer le voyage.

A défaut, la CSSM se réserve le droit de faire exécuter la commande par un autre prestataire.

ARTICLE 11 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

11.1 : Obligation de discrétion

Le titulaire qui, soit avant la signature du marché par la CSSM, soit au cours de son exécution, a reçu de la CSSM communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de garder la confidentialité de ces informations. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de la CSSM, être communiqués à des tiers.

La CSSM s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir du titulaire.

Elle s'engage également à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels.

11.2 : Sanctions

En cas de violation par le titulaire ou un des sous-traitants des obligations mentionnées dans le présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à l'application des mesures de résiliation.

En cas de violation par un sous-traitant des obligations mentionnées dans le présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le groupement de commande doit, à la demande de la CSSM, retirer l'agrément de ce sous-traitant, sans que soit pour autant diminuée la responsabilité du titulaire quant à la bonne exécution du marché.

ARTICLE 12 - RENOUELEMENT

Le renouvellement du marché est tacite. Il est renouvelable 1 fois.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Par dérogation aux articles 38 et suivants du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché à tout moment à condition de respecter un préavis de 3 mois.

ARTICLE 14 - EFFET DE NON RENOUELEMENT DU MARCHE

En cas de non reconduction du marché à une échéance annuelle, le titulaire produit un arrêté des comptes couvrant les périodes exécutées.

Le paiement des sommes éventuellement dues au titre des prestations effectuées au cours de la période annuelle exécutée intervient dans le délai de 30 jours à compter de la réception dudit arrêté.

Si des avoirs restent dus à l'échéance du marché ou à une date ultérieure du fait de l'exécution d'une commande effective produisant des effets au-delà de cette échéance, la CSSM émet à l'encontre du titulaire un titre de perception correspondant au montant dû.

ARTICLE 15 - PENALITES

15.1 : Pénalités de retard sur l'émission du billet

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont demandées aux conditions du présent marché, il en informe la CSSM dans les meilleurs délais.

En cas de retard, contrairement à l'art 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par billet non émis 6h avant le départ, alors même que la commande avait été passée au moins 48 heures avant le départ.

15.2 : Pénalités pour non-respect de la politique voyage

En cas de non-respect de la politique voyage, notamment au regard d'une part de l'obligation de l'agence de proposer les meilleurs tarifs disponibles sans privilégier une compagnie en particulier, au vu du préjudice financier que cela représente pour la CSSM, cette dernière se réserve le droit d'appliquer des pénalités financières.

Le montant de ces pénalités s'élève à 150 € HT par anomalie constatée.

La CSSM pourra utiliser des comparaisons de copies d'écran pour prouver les anomalies constatées

15.3 : Pénalités pour dépassement du délai moyen d'attente téléphonique mensuel.

Conformément au CCTP, le délai moyen mensuel d'attente téléphonique lors de la réservation est fixé à 45 secondes maximum. En cas de dépassement de ce délai moyen mensuel maximum, le titulaire encourt des pénalités financières forfaitaires de 300 euros pour le mois concerné.

ARTICLE 16 - SECURITE DES INFORMATIONS

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne pas utiliser les documents ou informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse du fichier ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et supports d'informations traitées pendant la durée du présent marché et en fin de contrat à procéder à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession du marché sans l'accord de la CSSM.

La CSSM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

La CSSM pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

ARTICLE 17 - DROIT, LANGUE ET MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal seul compétent est le tribunal judiciaire de St Denis de La Reunion.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

La monnaie de compte du marché est l'EURO.

ARTICLE 18 - ASSURANCES

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en question et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurance pendant l'exécution du marché public.

ARTICLE 19 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, devra être notifié par lettre recommandée avec avis de réception ou par courriel à la CSSM. Cette notification devra être accompagnée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Article 20 - DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du CCP.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-62 du CCP est le Directeur comptable et financier de la CSSM ou son représentant.

Article 21 - DEROGATIONS

Le marché déroge aux articles 14.1.1 et 38 et suivants du CCAG-FCS.



Fait à Mamoudzou le

Signature Directeur CSSM

Signature du prestataire